

# Le Congo Brazzaville

## ou le goulag sous les tropiques



### • Situation

La **République du Congo**, est un pays d'Afrique centrale situé à cheval de l'équateur, ayant une superficie de 342.000 KM2. Ses voisins sont le Gabon, le Cameroun, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, de laquelle il est séparé, en partie, par le fleuve Congo puis l'Oubangui et le Cabinda (Angola). Le pays s'étend sur 1 500 km du nord au sud et de 425 km d'Est en Ouest. La République du Congo est fréquemment appelée **Congo-Brazzaville** pour la distinguer de l'autre Congo, officiellement appelée **République démocratique du Congo**, aussi appelée **Congo-Kinshasa**. Elle a également porté le nom de **République populaire du Congo** de 1969 à 1992.

### • Histoire politique

Après 70 ans de colonisation, il prend son indépendance en 1960, avec pour premier chef de l'État l'abbé **Fulbert YOULOU**. Les deux décennies suivantes sont marquées par un grand nombre de tentatives de coup d'État, dont quatre réussissent (1963, 1968, 1977 et 1979). Le chef de l'État actuel est **Denis SASSOU NGUESSO** ; il a été au pouvoir de 1979 à 1992, puis de 1997 à nos jours, chaque fois par coup d'état. En 1991, une Conférence

nationale souveraine est organisée dans le but de mettre fin au système du parti unique et d'installer la démocratie pluraliste.

À la suite de grandes grèves générales, le président **SASSOU NGUESSO** cède et des élections sont organisées. **Pascal LISSOUBA** est élu président de la République en 1992 pour un mandat de 5 ans, dont la fin est marquée par un coup d'état perpétré par le même Denis SASSOU NGUESSO, qui reprend ainsi le pouvoir en 1997 par les armes et ne l'a pas quitté depuis, instaurant un régime dictatorial qui réprime toute revendication de l'alternance démocratique jusqu'à ce jour !

### • Contexte actuel

Après plus de 32 ans au pouvoir, Denis SASSOU NGUESSO s'est de nouveau autoproclamé vainqueur d'une élection, le 16 avril 2016 pour un nouveau mandat de cinq ans, à la suite d'un scrutin qui s'est déroulé en l'absence de télécommunications sur l'ensemble du territoire national, et qui a été largement entaché de fraudes et d'irrégularités, dénoncées par l'opposition et la société civile congolaises, ainsi qu'une partie de la communauté internationale dont le Canada, les États-Unis et l'Union européenne. La « **réélection** » de Denis SASSOU NGUESSO s'est faite au prix d'un passage en force et au mépris de toute légalité constitutionnelle et des textes de l'Union africaine.

Empêché de se présenter par les dispositions de la précédente Constitution, le régime au pouvoir a organisé, le 25 octobre 2015, moins de cinq mois avant l'élection présidentielle, un référendum pour faire adopter une nouvelle Constitution entrée en vigueur le 6 novembre 2015 et permettant au président de se représenter pour de nouveaux mandats. Le régime a organisé un véritable coup de force et achevé le dévoiement des institutions de l'État.

### • Conséquences du coup d'état institutionnel

Le problème du Congo Brazzaville est global et non cantonné à une seule région ni à un seul département.

L'insécurité grandissante est organisée par le dictateur pour semer la peur, la terreur et le chaos au sein des populations civiles qui n'ont pas voté pour lui. Des morts sont sacrifiés sur l'autel de la cupidité d'un

homme qui veut se maintenir au pouvoir et pour des intérêts égoïstes d'un dictateur au mépris de la dignité humaine et en violation flagrante et continue de tous les droits humains.

Le département du Pool, proche de la capitale politique Brazzaville, est devenu le souffre-douleur de Denis SASSOU NGUESSO. Les populations de ces villages subissent des crimes de masse contre l'humanité et une épuration ethnique suite au refus de soumission à un pouvoir dictatorial d'un seul clan. Le Pool n'est plus qu'un terrain de chasse aux civils retranchés dans plus d'une centaine de villages anéantis et on déplore la perte de nombreuses vies humaines !

Dans la foulée de ces crimes de masse et des bombardements à l'arme lourde, le dictateur s'est attelé à museler l'opposition en privant de liberté la plupart d'entre eux. Parmi les anciens candidats qui se sont présentés contre Denis Sassou Nguesso aux présidentielles de mars 2016, certains sont actuellement emprisonnés pour taire toutes revendications relatives au respect des droits humains. Ces prisonniers politiques et d'opinions sont entre autres :

Paulin MAKAYA (30/10/2015), Modeste BOUKADIA (16/01/2016), Jean NGOUABI (03/2016), Jean Marie Michel MOKOKO (06/2016), André OKOMBI SALISSA (10/01/2017 après six mois de cavale), etc...

Et tous leurs compagnons d'infortune, sont injustement incarcérés dans les prisons d'un Président sans foi ni loi.

Cette situation est dénoncée dans divers rapports, notamment :

1- Le rapport 2016-2017 de la Fédération Internationale des droits de l'homme (F.I.D.H.), page 155-157.

2- Le rapport 2015 de « Amnesty International »

3- Le rapport 2017 du CIAN (Conseil français des investisseurs en Afrique, page 92- MOCI 12/2016) sur le climat des affaires.

*L'alternance politique est la seule issue de sortie de crise*, après plus de trente-deux (32) ans de gestion clanique et criminelle.

**L'ACRD-CONGO** et **L'UDR-MWINDA** lancent un vibrant appel aux humanistes du monde entier afin qu'ils aident le Congo dans cette quête de justice et de paix. Redonnons de l'espoir au peuple congolais !